

La confiance passera par des actes concrets. Le premier signe doit bien être perceptible dans le Donbass, réagit le spécialiste de l'Europe orientale au discours du président français devant les ambassadeurs.

Florent Parmentier est Responsable du Laboratoire d'innovations publiques à Sciences Po et spécialiste de l'Europe orientale. L'entretien a été réalisé par email.

Devant les ambassadeurs français, Emmanuel Macron a dit vouloir bâtir pour l'Europe une nouvelle « architecture de confiance » avec Moscou. Comment ce discours peut-il se traduire dans l'action diplomatique de la France envers la Russie et dans le cadre de l'UE?

Emmanuel Macron souhaite sortir de l'impasse actuelle dans laquelle nous nous trouvons en Europe : il n'y a pas de réelles perspectives de diminution des tensions. Or, ces dernières sont négatives pour la Russie, mais aussi pour les Européens, à divers niveaux : mieux vaut travailler avec une Russie difficile que de la laisser comme second de la Chine. Pour des raisons historiques et géographiques, le Président Macron souhaite donc opérer un rapprochement, ou plutôt une désescalade des tensions avec la Russie.

Attention toutefois à ne pas se méprendre : cette désescalade est conditionnelle, et cette condition est liée à la paix dans le Donbass. A plusieurs reprises, y compris en présence de Vladimir Poutine, le Président a fait valoir ses désaccords.

L'une des solutions pourrait être d'actualiser l'accord UE - Russie de Saint-Petersbourg (les 4 espaces), de travailler sur le spatial avec la Russie (proposition lors du discours des Ambassadeurs), sur le dialogue cyber... La confiance passera par des actes concrets. Le premier signe doit bien être perceptible dans le Donbass.

Cette action, quelles conséquences peut elle avoir pour les Etats-membres de l'UE en Europe centrale et orientale?

Les États de l'Europe centrale et orientale ne sont pas homogènes sur leurs visions de la Russie ou de la guerre en Ukraine, comme le montrent les votes concernant le retour du droit de vote pour la délégation russe à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. La Pologne se trouvera en porte-à-faux, mais elle l'est déjà avec un Président Trump qui souhaite faire revenir la Russie au G8 sans conditionnalité sur l'Ukraine - une position beaucoup plus permissive au fond que celle d'Emmanuel Macron. On peut imaginer une plus grande sécurité dans la région si une paix raisonnable est trouvée dans le Donbass, montrant les pertes de tous les côtés dans le cadre de cette guerre. Attention, toutefois, à montrer un niveau suffisant de soutien pour l'Ukraine.

Dans son approche envers la Russie, Emmanuel Macron est-il très différent de ses prédécesseurs tels que François Hollande, Nicolas Sarkozy et Jacques Chirac?

Emmanuel Macron fait preuve de plus de pragmatisme dans les relations que ses prédécesseurs. Il

n'est pas spontanément pro-Kremlin, puisque les dirigeants ne lui ont fait aucun cadeau dans l'accession au pouvoir. François Hollande et Vladimir Poutine avaient des relations exécrables, Nicolas Sarkozy a commencé son mandat en étant très critique sur la Russie avant d'être beaucoup plus accommodant (vente des Mistral), et Jacques Chirac a connu une évolution similaire à celle de Nicolas Sarkozy (très critique sur la guerre en Tchétchénie, puis rapprochement après la guerre en Irak).

A présent, les circonstances historiques sont sans doute différentes, ce qui amène à une réévaluation de la situation, 5 ans après la guerre en Ukraine, qui n'a jamais totalement arrêté.